

## Près d'un demi-siècle sur la voie du bien-vivre

Arizete Miranda, Raimunda Paixão, Joaquina Honório and Fernando López

Number 810, September–October 2020

À la défense de l'Amazonie et de ses peuples

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93986ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Miranda, A., Paixão, R., Honório, J. & López, F. (2020). Près d'un demi-siècle sur la voie du bien-vivre. *Relations*, (810), 21–21.

## PRÈS D'UN DEMI-SIÈCLE SUR LA VOIE DU BIEN-VIVRE

**Arizete Miranda, Raimunda Paixão, Joanhina Honório  
et Fernando López\***

Les auteurs sont membres de l'Équipe itinérante<sup>1</sup> et du CIMI

Le Conseil missionnaire indigéniste (CIMI) est peut-être aujourd'hui l'une des initiatives qui illustrent le mieux le renouvellement de la mission de l'Église catholique auprès des Autochtones en Amérique du Sud. Depuis sa fondation en 1972 et tout au long de son histoire, il a réussi à donner un nouveau sens à cette mission auparavant enlisée dans une vision obsolète, axée sur le « sauvetage des âmes », ce qui signifiait à l'époque préconciliaire, à quelques exceptions près: « civiliser, blanchir et baptiser ».

L'esprit qui a soufflé au concile Vatican II a dépoussiéré l'Église. Le renouveau en Amérique latine a été amorcé en 1968 lors de la Conférence de l'épiscopat latino-américain à Medellín, qui a stimulé, entre autres, la recherche de nouvelles formes de présence auprès des peuples indigènes. En témoignent la création du Centre national d'assistance aux missions indigènes au Mexique, en 1968; celle de la Coordination nationale de pastorale indigène au Paraguay, en 1969; celle de l'Opération Anchieta, en 1969 et du CIMI, en 1972, au Brésil; celle du Centre d'anthropologie appliquée de l'Amazonie péruvienne, en 1974; et celle de l'Équipe nationale de pastorale aborigène en Argentine, en 1980, pour ne donner que quelques exemples.

Le CIMI a été créé en pleine dictature militaire (1964-1985) en tant qu'organisme missionnaire lié à l'Assemblée nationale des évêques du Brésil (CNBB). L'État brésilien cherchait alors par tous les moyens à imposer l'unification et l'uniformisation du pays, ciblant particulièrement le territoire amazonien et les peuples autochtones. Le CIMI s'y est toujours farouchement opposé, notamment en valorisant la diversité culturelle et linguistique de ces peuples, en renforçant leur pouvoir et en luttant à leurs côtés pour leurs droits ancestraux à l'autonomie et à l'autodétermination sur leur territoire traditionnel. Encore aujourd'hui, sa stratégie consiste à consolider le réseau qui relie les villages et les communautés indigènes du bassin amazonien. À cette fin, il a encouragé et soutenu les grandes « assemblées indigènes » où ont été conçus les premiers plans de lutte pour l'obtention de politiques publiques différenciées (en éducation et en santé, entre autres) et pour la garantie des droits culturels et territoriaux.

Les équipes locales des onze unités régionales du CIMI sont organisées en fonction de la diversité géographique et de la répartition des peuples autochtones sur leurs territoires. Le Secrétariat national, établi à Brasilia, est chargé quant à lui d'articuler les différentes initiatives et instances sur le plan national et international, et de fournir un service de conseil et de formation aux membres, aux peuples indigènes



Femmes de la communauté Ai'Kofan de Sinangoe, Équateur, juin 2018.  
Photo: Marie-Josée Béliveau

et à leurs organisations, dans les domaines juridique, communicationnel, anthropologique et théologique. À Luziânia, dans l'État de Goiás, le CIMI dispose du Centre national de formation Vicente Cañas – ainsi nommé à la mémoire d'un jésuite assassiné en 1987, qui a lutté aux côtés des peuples Myky et Enawené-Nawé, menacés de génocide par des propriétaires terriens qui cherchaient à accaparer leurs terres.

Les membres du CIMI sont des laïques et des religieux, hommes et femmes, qui travaillent directement avec 170 peuples indigènes. Les évêques responsables des églises locales se trouvant dans des communautés indigènes ainsi que l'évêque responsable de la question autochtone au CNBB en font aussi partie. Le CIMI compte aussi sur l'appui de quelques 50 employés et sur un grand nombre de bénévoles qui collaborent à ses différents secteurs et activités de formation.

Les équipes locales sont chargées de maintenir une présence solidaire, engagée et inculturée auprès des communautés indigènes. Il est important de souligner qu'elles partagent avec elles une même spiritualité, basée sur le bien-vivre, en cohérence avec leur engagement. Chaque peuple indigène a en effet un mot spécifique pour exprimer ce bien-vivre – *Teko Porã* en guarani, ou *Sumak Kawsay* en quechua, par exemple –, qui exprime une vie en communauté avec tous les êtres créés, dans la Maison commune – la Terre-Mère – qui nous a été donnée.

En 2012, lors de la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire du CIMI, l'un de ses fondateurs, l'évêque, poète et prophète récemment disparu, Pedro Casaldàliga, concluait ainsi son témoignage: «[...] Faire mémoire de toutes ces années du CIMI, c'est se souvenir des causes pour lesquelles tant de frères et de sœurs, d'agents pastoraux et d'indigènes surtout se sont battus et ont risqué leur vie – jusqu'à parfois la donner. Nous nous souvenons de la parole testamentaire de Jésus: "Faites ceci en mémoire de moi!" [...]. Je vous embrasse et vous souhaite la paix subversive de l'Évangile.» ©

\* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

1. F. López, « L'Équipe itinérante en Amazonie », *Relations*, n° 754, février 2012.